



**Accord – cadre à bons de commande pour les prestations de
communication et de marketing digital**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur

La Caisse des Français de l'étranger, désignée ci-après « Pouvoir Adjudicateur » ou « CFE »

160, Rue des Meuniers,

CS 70238 – 77052 Melun Cedex,

77 950 Rubelles

Représentée par son Directeur, E. Pavy

Opérateur économique à qui a été attribué le marché

Désigné ci-après « le Titulaire ».

Numéro d'Appel d'Offres : **2025-DMC-01**

Date d'établissement : **04 avril 2025**

ARTICLE 1 - PRESENTATION ET OBJET DE L'ACCORD CADRE	5
1.1 - PRESENTATION DE L'ORGANISME	5
1.2 - OBJET DU MARCHE	5
1.3 - ALLOTISSEMENT	5
1.4 - PROCEDURE DE PASSATION	5
1.5 - VARIANTES	5
ARTICLE 2 - FORME ET DUREE DU MARCHE	5
2.1 - FORME DE L'ACCORD CADRE	5
2.2 - DUREE DE L'ACCORD CADRE	6
2.3 - DELAI D'EXECUTION	6
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES	7
3.1 - FORME DES TRANSMISSIONS D'INFORMATIONS AU TITULAIRE	7
3.2 - FORME DES TRANSMISSIONS D'INFORMATIONS AU POUVOIR ADJUDICATEUR	7
ARTICLE 4 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	7
4.1 - FORMES DES BONS DE COMMANDE	7
4.2 - DUREE DE VALIDITE DES BONS DE COMMANDE	8
4.3 - BRIEF	8
ARTICLE 5 - ORDRES DE SERVICE	9
ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	9
6.1 - REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	9
6.2 - REPRESENTATION DU TITULAIRE	9
6.3 - LIEU DE LA PRESTATION	10
6.4 - MOYENS DU TITULAIRE	10
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA CFE	10
ARTICLE 8 - COMPUTATION DES DELAIS	11
ARTICLE 9 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE	11
9.1 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	11
9.2 - SOUS-TRAITANCE	11
9.3 - OBLIGATION DE COLLABORATION	12
9.4 - OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE	12
9.5 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	12
9.6 - OBLIGATION D'INFORMATION	13
ARTICLE 10 - OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES	13
10.1- OBLIGATION DU TITULAIRE	13
10.2 - AUTORISATION DE DESIGNER UN AUTRE PRESTATAIRE	14

10.3 – DROIT D’INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	14
10.4 – EXERCICE DU DROIT DES PERSONNES	14
10.5 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
10.6 – MESURES DE SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
10.7 – SORT DES DONNEES	15
10.8 – DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES	15
10.9 – REGISTRE DES CATEGORIES D’ACTIVITE DE TRAITEMENT	15
10.10 – DOCUMENTATION	16
ARTICLE 11 - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES	16
ARTICLE 12 - ASSURANCES.....	17
ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	17
13.1 – CESSIION DES DROITS.....	17
13.2 – NATURE DES DROITS CEDES	18
13.3 - ETENDUE ET DUREE DE LA CESSIION DES DROITS	19
14.4 - GARANTIE	19
14.5 – CESSIION DES DROITS ACQUIS AU PROFIT DES TIERS	19
ARTICLE 15 - PRIX, MODALITES DE FACTURATION ET REGLEMENT	19
15.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	19
15.2 – AVANCE.....	20
15.3 - REPARTITION DES PAIEMENTS EN CAS DE PLURALITE D’ENTREPRISES	20
15.4 - REVISION DES PRIX.....	21
15.5 - FACTURATION.....	22
15.6 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	22
15.7 – OFFRE PROMOTIONNELLE	23
15.8 – RETARD DE PAIEMENT	23
ARTICLE 16 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS.....	23
16.1 – DECISION APRES VERIFICATION	23
16.2 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	24
ARTICLE 17 - NANTISSEMENT	25
ARTICLE 18 - CESSIION DU MARCHE	25
ARTICLE 19 - PENALITES	25
ARTICLE 20 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES ET CLAUSE DE REEXAMEN.....	26
20.1 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES	26
20.2 – CLAUSE DE REEXAMEN	26
ARTICLE 21 – CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE	28
ARTICLE 22 - RESILIATION	28

22.1 – RESILIATION A L’INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	28
22.2 – RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE	28
22.3 – RESILIATION A L’INITIATIVE DU TITULAIRE	30
22.4 – RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS A L’ACCORD-CADRE.	30
ARTICLE 23 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	30
ARTICLE 19 - REGLEMENT DES DIFFERENDS	31
ARTICLE 20 - DEROGATIONS	31

ARTICLE 1 - PRESENTATION ET OBJET DE L'ACCORD CADRE

1.1 - PRESENTATION DE L'ORGANISME

La Caisse des Français de l'étranger (CFE) est un organisme de sécurité sociale, dont la disposition est prévue à l'article R.111-1 du Code de la sécurité Sociale, et par l'arrêté du 21 avril 1997, et est régie par les dispositions des articles L766-4 et L766-10 du même Code. Elle est soumise aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés publics et accords-cadres de l'Etat et de ses établissements publics par application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

La CFE assure et protège les français de l'étranger. Créée en 1978, la CFE est une caisse de sécurité sociale ouverte à tous les Français expatriés. Elle est accessible quels que soient la situation professionnelle, l'âge, le pays d'accueil, l'état de santé et la composition de la famille de l'expatrié.

1.2 - OBJET DU MARCHE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de conseil stratégique en communication, de conception et de réalisation des campagnes et des supports de communication de la Caisse des Français de l'étranger.

1.3 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloti en trois lots comme suit :

- Lot 1 : Conseil, création, suivi et gestion des Campagnes de communication digitales et achats d'espace
- Lot 2 : Conseil, création et production de support de communication et média web
- Lot 3 : Relation presse et gestion des réseaux sociaux

1.4 - PROCEDURE DE PASSATION

La procédure suivie est celle de l'appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

1.5 - VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 - FORME ET DUREE DU MARCHE

2.1 - FORME DE L'ACCORD CADRE

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire pour tous les lots. L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande pour l'ensemble des lots.

L'accord cadre s'exécute sans montant minimum et avec un montant maximum en application des articles L2125-1, R2162-3 à R2162-12 du code de la commande publique.

Le montant maximum pour chaque lot est le suivant :

Lot	Montant maximum HT sur toute la durée de l'accord-cadre (reconduction y compris)
Lot 1 : Conseil, création, suivi et gestion des campagnes de communication digitales et achats d'espace	3 200 000 €
Lot 2 : Conseil, création et production de support de communication et média web	500 000 €
Lot 3 : Relation presse – Gestion des réseaux sociaux	100 000 €

2.2 - DUREE DE L'ACCORD CADRE

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification. Il est reconductible trois (3) fois à sa date anniversaire par tacite reconduction pour la même période. Le Titulaire de l'accord cadre ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informera le Titulaire, par courrier recommandé avec accusé de réception postal au moins deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Il n'est accordé aucune indemnité au Titulaire au titre de la non-reconduction du marché.

2.3 – DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date fixée par le bon de commande émis, ou par un ordre de service émis suite à la notification du bon de commande, ou à défaut à compter de la date de notification de celui-ci.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, Les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- Les bons de commande,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021,
- L'offre technique du Titulaire comprenant la note méthodologique, présentée sous forme de cadre technique ou de mémoire technique et jointe à l'offre.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent accord cadre prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CFE et le Titulaire préalablement à la signature du marché.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du Titulaire contraires aux dispositions de l'accord cadre et des bons de commande ne sont pas opposables à la CFE.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS GENERALES

3.1 – FORME DES TRANSMISSIONS D'INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Profil d'acheteur : PLACE
- Courriel contre récépissé daté
- Lettre recommandée avec accusé de réception postale

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

3.2 – FORME DES TRANSMISSIONS D'INFORMATIONS AU POUVOIR ADJUDICATEUR

La transmission d'informations du titulaire au pouvoir adjudicateur, qui font courir un délai, est effectuée par écrit, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à la réception de l'information, et notamment par échange dématérialisé (mail ou télécopie) ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 4 – MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

4.1 – FORMES DES BONS DE COMMANDE

L'ensemble des prestations du présent accord-cadre font l'objet de l'émission de bons de commande établis par le pouvoir adjudicateur.

Ceux-ci peuvent être transmis au titulaire par voie électronique.

Les bons de commande sont numérotés et indiquent notamment :

- Le nom et la référence de l'accord-cadre,
- Les références du service émetteur,
- La désignation des prestations ET/OU fournitures attendues,
- Les modalités d'exécution attendues,
- Les quantités à réaliser,
- Le cas échéant les prix unitaires HT en référence au bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires du titulaire,
- Le prix total net HT de la commande,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

S'il y a lieu :

- Les conditions particulières d'exécution,
- Les éventuelles contraintes d'exécution,
- La date de début d'exécution (à défaut, la date de notification du bon de commande au titulaire constitue la date de début d'exécution),
- Les délais et fréquences d'exécution,
- Les lieux d'exécution des prestations,
- Les conditions particulières de réception,
- Les éventuelles remises proposées par le titulaire dans le cadre d'offres promotionnelles,
- Les documents à fournir à la réception (rapport, rapport photographique...).

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Toutes prestations débutées sans bon de commande le seront aux frais et aux risques du titulaire.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul la compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

4.2 – DUREE DE VALIDITE DES BONS DE COMMANDE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'émettre des bons de commande à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont la durée d'exécution va au-delà de la durée de l'accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière. Dans le cas où le bon de commande a été émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre, celui-ci a une durée de validité de 4 mois.

4.3 – BRIEF

La CFE peut également transmettre en amont du bon de commande un brief (notamment pour le lot 2), le titulaire dispose d'un délai de **72 heures à compter de la réception du brief** pour transmettre à la CFE, un devis, intégrant le tarif proposé lors de la remise des offres, le profil des personnels affectés à l'exécution de la prestation et le nombre d'heures affecté à l'exécution de la prestation.

ARTICLE 5 – ORDRES DE SERVICE

L'ordre de service est la décision du pouvoir adjudicateur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet de l'accord-cadre et/ou des bons de commande qui sont émis.

Les ordres de service sont écrits et sont signés par le pouvoir adjudicateur, datés et numérotés. Le titulaire en accuse réception datée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au pouvoir adjudicateur, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa notification.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul qualité pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 – REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Dès la notification du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne un ou plusieurs interlocuteurs déterminés, habilités à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres interlocuteurs peuvent être habilités par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre à la condition qu'ils soient précisément déterminés et que l'information de ces habilitations soit faite au titulaire par écrit, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à la réception de l'information, et notamment par échange dématérialisé (notamment par mail) ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

6.2 – REPRESENTATION DU TITULAIRE

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs déterminés, habilités à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. D'autres interlocuteurs peuvent être habilités par le titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre à la condition qu'ils soient précisément déterminés et que l'information de ces habilitations soit faite au titulaire par écrit, par tout moyen permettant de conférer une date certaine à la réception de l'information, et notamment par échange dématérialisé (notamment par mail) ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant en cours d'exécution et qui se rapportent :

Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;

- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- A l'ouverture d'une procédure collective à son encontre ou à l'encontre de l'un de ses sous-traitants ou co-traitants ;
- Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

6.3 - LIEU DE LA PRESTATION

Les réunions et ateliers de travail sont majoritairement réalisés en distanciel. La CFE pourra organiser une à deux réunions en présentiel dans ses locaux.

6.4 - MOYENS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à mobiliser, pendant toute la durée d'exécution d'un personnel qualifié, en nombre suffisant, et disposant des compétences nécessaires à la réalisation des prestations prévues dans l'accord-cadre. À tout moment, les moyens utilisés devront être suffisants, tant en nombre qu'en capacité technique, pour assurer la bonne exécution du marché. Les moyens utilisés doivent également être conformes aux prescriptions indiquées dans le mémoire technique du Titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire le changement de tout membre de son équipe en cas de difficulté relationnelle grave, ou de manque d'expérience ou de compétence au regard des prestations confiées ou des exigences du marché. Le Pouvoir Adjudicateur s'engage à n'exercer ce droit que pour juste motif. Le Titulaire devra dans ce cas trouver un nouvel intervenant dans les plus brefs délais.

Lorsque le Titulaire procède au remplacement d'un préposé ou agent, il s'engage à ce que le nouvel intervenant ait une compétence et une expérience au moins équivalentes à celles du partant, voire supérieures si nécessaire. Le Titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution du marché ne s'en trouve pas compromise.

Les coûts induits par le remplacement d'un ancien intervenant par un nouvel intervenant, et les frais éventuels de formation du nouvel intervenant sont intégralement supportés par le Titulaire.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DE LA CFE

La CFE s'engage à :

- fournir les informations utiles ou nécessaires au bon déroulement des prestations ;
- assurer le pilotage, la direction et la gestion des prestations ;
- procéder aux validations et arbitrages éventuels, dans le respect du CCTP et aux conditions définies par le Titulaire dans son engagement contractuel ;

- fournir des documents demandés par le Titulaire, sous réserve qu'elle dispose de ces documents et que ces documents ne présentent pas un caractère confidentiel du fait d'une obligation de confidentialité s'imposant à la CFE ;
- informer dès qu'elle en a connaissance, le Titulaire de tout événement susceptible d'avoir un impact sur les prestations ou ses conditions d'exécution.

ARTICLE 8 – COMPUTATION DES DELAIS

Tout délai mentionné à l'accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

e, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers de l'accord-cadre pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE

9.1 - OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

Le Titulaire assure, sous sa responsabilité, et sans discontinuité, l'exécution des prestations, objet du présent marché, conformément aux stipulations du CCTP. Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre.

Le Titulaire, en sa qualité de professionnel, s'engage à alerter la CFE si une difficulté apparaissait en cours d'exécution. Il s'engage à conseiller et à veiller au niveau de qualité des prestations conformes aux besoins de la CFE.

9.2 - SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le Titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant en cours d'exécution du marché avant l'intervention du sous-traitant. Il remet au Pouvoir Adjudicateur une déclaration de sous-traitance - DC4 disponible sur le site indiqué ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Il est précisé que le titulaire devra déclarer son sous-traitant au plus tard 10 jours ouvrés avant la réalisation de la prestation concernée. Pour chaque sous-traitant présenté, il devra joindre le formulaire DC4 signé conjointement par le titulaire et le sous-traitant désigné, dans lequel il précisera :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance. Une copie du contrat de sous-traitance pourra être demandée ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics prévue aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 du Code de la Commande Publique.

Le Titulaire reste le responsable et l'interlocuteur unique de la CFE.

Le Titulaire ne peut céder ou sous-traiter tout ou partie de l'exécution de son marché sans y être expressément autorisé par la CFE. Dans ce cas, le Titulaire reste entièrement responsable des travaux effectués par son ou ses sous-traitants, et ne saurait déporter cette responsabilité vers un tiers.

9.3 - OBLIGATION DE COLLABORATION

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leur relation contractuelle.

Le Titulaire s'engage à communiquer les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible.

Les Parties s'engagent mutuellement à se communiquer toutes les informations et/ou événements et/ou documents qui seraient utiles pour la bonne exécution du marché.

9.4 - OBLIGATION DE CONSEIL ET DE MISE EN GARDE

Le Titulaire est tenu à une obligation générale d'alerte et de conseil. A ce titre, il doit fournir spontanément à la CFE l'ensemble des conseils, des mises en garde, des recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des Prestations. Il proposera des solutions ou des actions propres à remédier aux écarts constatés ou prévisibles par rapport aux échéances ou aux objectifs fixés et suivra la mise en œuvre.

Les conseils à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exécution du marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis à la CFE.

9.5 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, à partir du moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

La CFE se réserve le droit de faire signer un engagement de confidentialité au Titulaire ainsi qu'à chacune des personnes amenées à intervenir dans le cadre de la réalisation des prestations.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le pouvoir adjudicateur. Tous les documents et supports matériels confiés au Titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de La CFE. Toute utilisation à d'autres fins que celles du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de la CFE est interdite.

9.6 - OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de défaillance du Titulaire et d'une impossibilité d'assurer les prestations pour quelque raison que ce soit dans les délais impartis, celui-ci doit immédiatement :

- prévenir le représentant de la CFE,
- l'informer des dispositions qu'il compte prendre pour assurer la continuité des prestations et rattraper le retard pris.

Il devra respecter les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de législation du travail, de l'hygiène et de la sécurité du personnel ainsi que de l'environnement.

En cas de défaillance récurrente des prestations, le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à déclencher des réunions de cadrage et de suivi visant à améliorer la qualité de prestations rendues.

ARTICLE 10 - OBLIGATION DE PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

10.1- OBLIGATION DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer le pouvoir adjudicateur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

10.2 – AUTORISATION DE DESIGNER UN AUTRE PRESTATAIRE

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de six (6) jours ouvrés à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du pouvoir adjudicateur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

10.3 – DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES

Il appartient au pouvoir adjudicateur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

10.4 – EXERCICE DU DROIT DES PERSONNES

Le titulaire aide le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès leur réception au pouvoir adjudicateur par courrier électronique à l'adresse du DPO communiqué par la CFE ultérieurement.

10.5 – NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures ouvrés après en avoir pris connaissance et par courrier électronique à l'adresse du DPO communiqué par la CFE ultérieurement.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Dans le cas où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le titulaire communique, au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

10.6 – MESURES DE SECURITE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10.7 – SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel, dans les délais réglementaires.

10.8 – DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément au règlement européen sur la protection des données.

10.9 – REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITE DE TRAITEMENT

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur,

- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - o Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

10.10 – DOCUMENTATION

Le titulaire met à la disposition du pouvoir adjudicateur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

ARTICLE 11 - OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Le Titulaire s'engage à produire, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois,
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire l'attestation de fourniture de déclarations sociales et l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale.
- lorsque le Titulaire emploie des salariés étrangers, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L 1221-12, L. 3243-1, L 3243-2 et L 3243-4 et R. 3243-1 du code du travail et la liste des salariés soumis à une autorisation de travail.

Ces documents sont également demandés pour les sous-traitants.

ARTICLE 12 - ASSURANCES

Le titulaire, ses sous-traitants éventuels et chacun des cotraitants en cas de groupement, doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui s'appliquera pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Cette assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, doit couvrir les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui (leur) incomber à quelque titre que ce soit, à raison des dommages de toute natures causées aux tiers dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire, ses sous-traitants éventuels et chacun des cotraitants en cas de groupement, doivent justifier d'une attestation qui porte à minima les mentions suivantes :

- Nom de l'assuré ;
- Etendue de la garantie (détail des activités garanties) ;
- Montant des garanties ;
- Montant des franchises éventuelles ;
- Durée et date de l'attestation.

Le titulaire ainsi que ses sous-traitants ou co-traitants doivent justifier, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La garantie couverte doit être suffisante eu égard à l'objet et au montant de l'accord-cadre ; elle est illimitée pour les dommages corporels.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

Le titulaire ou chacun des cotraitants s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de leurs responsabilités.

L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de la police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d'assurance.

ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1 – CESSION DES DROITS

La CFE demande une cession pleine et entière des droits portant sur les créations réalisées par le Titulaire de l'accord cadre. Il cède à la CFE, à titre exclusif, les droits patrimoniaux de propriété

intellectuelle afférents aux résultats, même partiels, des prestations réceptionnées. Et ce, en contrepartie de la rémunération versée au titulaire.

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- L'ensemble des livrables attendus au titre du présent marché ;
- Les supports communiqués lors des réunions ;
- L'ensemble des documents intermédiaires.

Les supports informatiques, documents et données de toute nature fournis par la CFE au Titulaire restent la propriété de la CFE.

Le Titulaire s'engage à ne pas porter atteinte au droit de propriété que détient la CFE sur tous les documents, supports d'information, données et fichiers qui lui sont remis dans le cadre du présent marché.

Leur reproduction ou leur utilisation par le Titulaire, à d'autres fins que l'exécution du présent marché, est interdite sans l'autorisation écrite préalable de la CFE. Les seules reproductions autorisées sont celles nécessaires à l'exécution du présent marché. Le Titulaire s'engage à les détruire à l'issue du marché.

13.2 – NATURE DES DROITS CEDES

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché sont entendus dans le sens le plus large et de façon non limitative.

Notamment, la CFE dispose des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation afférents aux résultats, ainsi que des droits d'utilisation, de distribution, d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution, de traduction des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifié.

Particulièrement,

- Le droit d'utilisation est entendu dans le sens le plus large, pour tout ou partie des résultats, quel que soit le mode ou le procédé d'exploitation utilisé ;
- Le droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire ou faire reproduire les résultats, sans limitation du nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, en tous lieux, par tous procédés et sur tout support (tels qu'imprimé, magnétique, optique, numérique, informatique etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché ;
- Le droit de représentation et de distribution comporte notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes ou procédés (tels que présentation publique, impression, Internet, Intranet, Extranet, transmission électronique, messagerie électronique, réseau informatique, etc.), y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché ;
- Le droit de traduction s'entend du droit de traduire ou de faire traduire les résultats en toutes langues ;

- Les droits d'intégration, d'adaptation, d'arrangement, de transformation, de correction, d'évolution sont exercés en fonction des besoins de la CFE.

Les modifications ainsi apportées aux résultats par l'exercice de ces droits s'entendent de manière large et peuvent être apportées par la CFE ou tout autre tiers à qui les droits seraient cédés.

L'ensemble de ces modifications s'inscrit dans l'exercice normal des droits patrimoniaux dont sont investis, au titre de la cession des droits afférents aux résultats du présent marché.

Le titulaire s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image de l'acheteur.

Les droits cédés à la CFE sont exploités dans le respect des droits moraux du ou des auteurs.

13.3 - ETENDUE ET DUREE DE LA CESSION DES DROITS

La CFE disposent de l'ensemble de ces droits pour la durée légale des droits d'auteur.

Les transferts de propriété ont lieu aux dates des décisions de réception des livrables. Toutefois, en cas de résiliation du marché, et ce, pour quelque cause que ce soit, la CFE devient propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des livrables ou documents, rapports ou bilans réalisés en cours d'exécution au titre du présent accord cadre.

14.4 - GARANTIE

Le Titulaire garantit à la CFE la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés. Notamment, il garantit qu'il est Titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents à l'ensemble des résultats cédés et qu'il n'a concédé sur ces résultats aucun droit au profit d'un tiers.

14.5 – CESSION DES DROITS ACQUIS AU PROFIT DES TIERS

En cas de revendication de tiers portant sur les droits de propriété intellectuelle cédés à la CFE dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser la revendication.

ARTICLE 15 - PRIX, MODALITES DE FACTURATION ET REGLEMENT

15.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

L'ensemble des services à exécuter est rémunéré :

- par application des prix unitaires tels qu'ils résultent du Bordereau de prix unitaire ;
- le cas échéant, pour les prestations exceptionnelles et ponctuelles qui ne figurent pas dans le BPU : dans le catalogue de prestations du titulaire (= tarifs publics éventuellement remisés) fournis lors de la phase de consultation, ou en cours d'exécution.

Les prix indiqués aux BPU sont **définitifs** pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres charges frappant obligatoirement la prestation ;
- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage ;

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- Tous les frais d'assurance nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre ;
- Toutes sujétions nécessaires à l'exécution des services ;
- Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre (notamment les coûts de connexion, les frais de reprographie ainsi que les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations) ;
- Les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus ;
- La concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

Il sera fait application des taux de T.V.A en vigueur au jour de l'exécution des services et conformément à l'article 269 du code général des impôts, sauf disposition réglementaire contraire.

15.2 – AVANCE

Une avance peut être versée au Titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000€ HT, dans la limite de 50% du montant de la commande et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le titulaire présente à la CFE sa demande d'avance sur la base d'une facture pour la prestation concernée.

15.3 - REPARTITION DES PAIEMENTS EN CAS DE PLURALITE D'ENTREPRISES

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin. En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En l'absence de notification au pouvoir adjudicateur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le pouvoir adjudicateur procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

15.4 - REVISION DES PRIX

Le prix est réputé ferme pendant un an. Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est nommé « mois zéro ».

Les prix sont révisibles une fois par an à l'issue de la première année, selon la formule suivante :

$$P = P0 \times (I / I0)$$

Dans laquelle :

P : Prix HT résultant de l'application de la formule de révision

P0 : Prix initial du prix unitaire ou forfaitaire tel qu'indiqué dans le BPU ou résultant de la dernière révision des prix

I : Valeur connue et non provisoire de l'indice de référence à la date de présentation de la demande de révision des prix

I0 : Valeur de l'indice connue et non provisoire de référence qui a été publiée à la date de remise des prix

Indice de référence
SYNTEC

Présentation de la révision :

Lors de chaque révision annuelle, le titulaire transmettra un mémoire de révision qui en développera le calcul, ainsi que le bordereau des prix unitaires (BPU) révisé au plus tard 15 (quinze) jours avant la date anniversaire de l'accord-cadre par courriel électronique au pouvoir adjudicateur.

La révision des prix est notifiée au titulaire par voie électronique après acceptation de la proposition par le pouvoir adjudicateur.

Clause butoir :

Le montant de la révision ne peut être supérieur à une augmentation globale supérieure à 5% par an par rapport à l'année N-1.

Clause de sauvegarde :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de révision des prix entraînant une hausse supérieure au taux de la clause butoir mentionnée ci-dessus.

15.5 - FACTURATION

Les demandes de paiement sont adressées à la CFE, par voie postale à :

Caisse des Français de l'étranger
Gestion administrative
160 rue des Meuniers
CS 70238 Rubelles
77052 Melun Cedex

Ou par mail à : gestionadministrative@cfe.fr

Elles mentionnent impérativement les mentions suivantes :

- La désignation et l'adresse du titulaire,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- Le contenu détaillé des prestations réalisées,
- le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la nature de la prestation,
- le montant hors TVA,
- le taux et montant de la TVA,
- la décision d'admission des prestations,
- les dates d'exécution et la durée des prestations le cas échéant,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il figure sur l'acte d'engagement ou sur le RIB annexé à l'acte d'engagement au moment de la notification du marché,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci, le cas échéant, les indemnités, primes et retenues,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC,
- les éventuelles pénalités pour retard.

Toute facture doit être détaillée et permettre un contrôle efficace ou être accompagnée de tous les éléments permettant le contrôle. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'émettre des réserves sur les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs, seraient incomplètes ou facturent des prestations non réalisées par le titulaire. Dans ce cas, il doit soumettre ces réserves à l'approbation du titulaire.

15.6 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

Il est fait application des articles R 2191-3 à R 2192-36 du code de la commande publique.

Le règlement des factures sera effectué par virement dans un délai maximum de 30 jours en application de l'article R 2192-10 du code de la commande publique, à compter de la date de réception de la facture dès constatation du service fait.

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du Titulaire mentionné sur l'IBAN et le BIC fourni par le Titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Responsable de la Gestion administrative par délégation du Directeur Général.

L'agent comptable chargé du paiement est la Directrice des Finances et de la Maîtrise des Risques.

15.7 – OFFRE PROMOTIONNELLE

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion. Les offres promotionnelles ne peuvent en aucun cas entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

15.8 – RETARD DE PAIEMENT

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européen (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à 40 euros.

ARTICLE 16 – VERIFICATION ET RECEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois à compter de la date de livraison de l'intégralité des prestations pour effectuer les vérifications et procéder à la notification de sa décision. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer, au moment même de l'exécution des prestations, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

16.1 – DECISION APRES VERIFICATION

Vérifications quantitatives :

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si les prestations effectuées ne sont pas conformes aux stipulations de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit, d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives :

A l'issue des opérations de vérification qualitative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 16.2 du présent CCAP.

16.2 – ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Admission

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, au terme du délai de deux mois à l'issue des opérations de vérifications mentionnées ci-dessus.

Ajournement

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de dix (10) jours ouvrés.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, le pouvoir adjudicateur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix (10) jours ouvrés ci-dessus mentionné.

Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Réfaction

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette réfaction ne peut intervenir qu'après que le pouvoir adjudicateur ait mis en demeure le titulaire, par écrit, d'effectuer les prestations de manière entièrement conforme aux stipulations de l'accord-cadre.

Cette décision doit être motivée.

Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre.

Le titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Les prestations rejetées, dont la garde dans les locaux du pouvoir adjudicateur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles de l'article L2191-8 du Code de la Commande Publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le Titulaire.

ARTICLE 18 - CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le Titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CFE.

En cas de sous-traitance non autorisée, le Titulaire encourt la résiliation du marché.

ARTICLE 19 - PENALITES

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés dans les documents annexés au bon de commande.

L'application des pénalités ne présente aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. En effet, il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et, notamment, de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire. Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG PI, les pénalités ne sont pas plafonnées et ne sont pas exonératoires.

Manquement	Pénalité encourue
Retard d'exécution par rapport aux délais prévus par le bon de commande	$P = V \times R / 400$ <p>P = le montant de la pénalité ;</p> <p>V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;</p> <p>R = le nombre de jours de retard</p>
Non-transmission des livrables demandés	200 € par manquement constaté
Non-participation aux réunions en cas d'absence non-excusee	150 € par absence constatée
Sous-traitance occulte en cas de constatation de l'intervention d'un sous-traitant qui n'aurait pas fait l'objet d'une acceptation et d'un agrément de	Pénalité forfaitaire de 500 € si la situation n'est pas régularisée sous 72 heures à compter de la date de constatation de l'infraction au Code du

ses conditions de paiement	travail La CFE se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à l'expiration du délai de régularisation accordé
Défaut de qualité des prestations en rapport avec les prescriptions du CTP et les engagements du titulaire énoncés dans son offre technique	300 € par manquement constaté
Non-respect des modalités d'exécution des prestations tels que mentionnés dans le bon de commande/ordre de service	500 € par manquement constaté
Pénalités pour non-respect ou absence de réponse sur les exigences du brief	500 € par manquement constaté

ARTICLE 20 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES ET CLAUSE DE REEXAMEN

20.1 – MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

La CFE se réserve la possibilité de recourir, à un marché négocié sans publicité préalable, ni mise en concurrence portant sur des prestations similaires visé à l'article R 2122-7 du Code de la Commande publique.

20.2 – CLAUSE DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, il est informé au titulaire que l'application de la clause de réexamen n'interrompt pas l'exécution des prestations. La demande doit être formulée dans les conditions de l'article 3 du présent CCAP. La clause de réexamen n'implique pas un droit acquis au titulaire, le pouvoir adjudicateur se prononce dans un délai de 20 jours après réception de la demande et des justificatifs. La clause de réexamen est mise en œuvre par avenant.

- **Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :**

Le titulaire unique pourra proposer à la CFE la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

La CFE vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire lors de la phase de consultation.

A l'issue de cet examen, la CFE acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

- **Augmentation du montant maximum HT de l'accord-cadre :**

Les parties se réservent la possibilité d'augmenter le montant maximum HT de l'accord-cadre, dans le respect des conditions définies ci-après :

- Un avenant est conclu entre les parties en visant expressément cet article,
- L'avenant doit relater le contexte et les raisons exhaustives de la décision d'augmenter le montant maximum de l'accord-cadre,
- L'avenant ne peut pas avoir pour effet de faire augmenter le montant maximum HT de l'accord-cadre de plus de 30 %. Lorsque plusieurs modifications successives relevant sont effectuées, leur montant cumulé est pris en compte.

- **Ajout de nouvelles prestations :**

Lorsque, dans les cas listés ci-dessous, il devient nécessaire d'intégrer de nouvelles prestations qui, bien qu'entrant pleinement dans l'objet du présent accord-cadre n'ont pas été incluses dans le BPU initial, le pouvoir adjudicateur et le titulaire de l'accord-cadre peuvent, d'un commun accord, décider d'ajouter ces nouvelles prestations au sein du Bordereau des Prix Unitaires.

Les cas permettant de recourir à la présente clause sont les suivants :

- Une modification réglementaire impactant la réalisation des prestations existantes dans le BPU ;
- La nécessité, pour des événements à venir, de faire appel à des prestations ne figurant pas dans le BPU initialement contractualisé ;
- L'obsolescence d'une référence et la nécessité de son remplacement par une nouvelle (=substitution de prestations) ;
- Une technologie ou une méthodologie innovante qui présente des avantages équivalentes ou supérieures aux prestations déjà existantes au sein du BPU et qui permet, notamment, de réaliser des économies d'énergie, de faire baisser les coûts d'entretien, de réduire des émissions de solvants ou de gaz à effets de serre, ou encore d'améliorer la qualité des visuels.

Les parties peuvent recourir à cette possibilité dès lors que les trois (3) conditions suivantes sont réunies :

- Les nouvelles prestations ajoutées doivent être cohérentes avec l'objet de l'accord-cadre ;
- Les nouvelles prestations doivent être qualifiées de récurrentes, c'est-à-dire qu'elles sont susceptibles d'être commandées plusieurs fois au cours de l'exécution de l'accord-cadre ;
- Le rajout de nouvelles prestations doit uniquement avoir pour but de préserver la qualité de l'exécution de l'accord-cadre, dans le cas où celle-ci est menacée (toutes les prestations n'entrant pas dans l'objet de l'accord-cadre sont interdites).

Les modalités d'ajout des nouvelles prestations sont les suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur contacte le titulaire de l'accord-cadre pour lui notifier son souhait d'ajouter de nouvelles prestations au sein du BPU,
- Les Parties s'accordent pour déterminer le périmètre des nouvelles prestations et définir leur prix en se basant le plus possible sur les prix de prestations similaires qui existent déjà dans le BPU, si cela est possible. Si cela n'est pas possible, les Parties fixent d'un commun accord les prix des nouvelles prestations ;
- Une fois le BPU complété, le pouvoir adjudicateur notifie le BPU mis à jour ainsi que le détail et le périmètre des nouvelles prestations (selon un formalisme librement déterminé par les Parties) au titulaire par tout moyen permettant d'en attester date certaine. La date de réception de la notification constitue la date de commencement d'application du nouveau BPU. Seuls les bons de commandes postérieurs à la date de notification du nouveau BPU pourront inclure les nouvelles prestations ajoutées.

- **Modification de l'indice de révision :**

Dans le cas où l'indice de référence se révèle inadéquat suite à des circonstances extérieures aux parties, celui-ci pourra être remanié en respectant les modalités suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des raisons justifiant la nécessité de mettre en œuvre un autre indice de révision des prix, et propose un indice de révision de remplacement (provisoire ou définitif).
- Le titulaire dispose d'un délai de vingt (20) jours pour présenter ses observations, à défaut de réponse, il est considéré l'acceptation tacite de la modification.

ARTICLE 21 – CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE

Durant toute la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour des besoins occasionnels ayant un lien direct avec l'objet et le périmètre du présent accord-cadre.

ARTICLE 22 - RESILIATION

La CFE se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions suivantes, par dérogation à l'article 40 du CCAG PI :

22.1 – RESILIATION A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

En application de l'article 1794 du Code civil, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre par sa seule volonté en dédommageant le titulaire de toutes ses dépenses, de tous ses travaux, et de tout ce qu'il aurait pu gagner dans le cadre du présent accord-cadre.

22.2 – RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire **au sens de l'article 1224 du code civil** dans les cas suivants :

a) Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement ou sur le traitement des données personnelles ;

b) Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci en use pour satisfaire un objet autre que l'accord-cadre, ou ne remet pas en état, ne remplace pas ou ne rembourse pas la valeur résiduelle à la date de disparition ou du sinistre d'un moyen mis à disposition qui a été endommagé, détruit ou perdu ou ne restitue pas les moyens mis à disposition au terme de l'exécution ou au terme fixé par le l'accord-cadre, les bons de commandes ou les ordres de service ;

c) Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ou les délais prévus par les bons de commande (notamment en cas de retard constaté pour l'exécution des prestations pour plus de trois (3) bons de commande) ;

d) Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le pouvoir adjudicateur sur le lieu d'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, les bons de commande ou les ordres de service ;

e) Le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai d'un mois, ou de récusation de celui-ci dans un délai d'un mois ;

f) Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ;

g) Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance ;

h) Le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

i) Le titulaire n'a pas communiqué sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications de nature à compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre (modifications survenues au cours de l'exécution de l'accord-cadre se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché) ;

j) Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, à des actes frauduleux ;

k) Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité ;

l) L'utilisation des résultats par le pouvoir adjudicateur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution de l'accord-cadre ;

m) Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;

n) Postérieurement à la signature de l'accord-cadre, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution de l'accord-cadre s'avèrent inexacts ;

Sauf dans les cas prévus aux g, j, m et n ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application **des articles 1224 à 1230 du code civil** avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le contrat aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, de par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau contrat passé pour l'achèvement des prestations.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

22.3 – RESILIATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire peut résilier l'accord-cadre en cas d'inexécution des obligations principales du pouvoir adjudicateur prévues au présent accord-cadre ou si le pouvoir adjudicateur ne met pas en mesure le titulaire de respecter ses obligations.

La résiliation prendra effet suite à l'envoi de deux courriers de mise en demeure envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception et visant la présente clause, demeurées sans réponse de la part du pouvoir adjudicateur après un délai de quinze (15) jours ouvrés chacune après leur réception.

22.4 – RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS A L'ACCORD-CADRE

En cas de redressement judiciaire, l'accord-cadre est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, l'accord-cadre est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-10 du Code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 23 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le Titulaire est impérativement tenu aux délais et obligations contractuelles prévues dans le bon de commande et l'accord cadre.

Si le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter ses prestations, pour une raison quelconque, il doit informer immédiatement la CFE.

En application de l'article 27 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un titulaire de l'accord cadre ou un tiers à l'exécution des prestations prévues au bon de commande, aux frais et risques du Titulaire du bon de commande, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord cadre prononcé aux torts du Titulaire.

ARTICLE 19 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Conformément à l'article 43 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Les litiges qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent du **Tribunal de commerce de Melun**.

ARTICLE 20 - DEROGATIONS

Le présent tableau ci-après indique le ou les articles dérogeant au Cahier des Clauses Administratives Générales PI.

Article du CCAP	Article du CCAG PI	Objet de la dérogation
ARTICLE 3	ARTICLE 4.1	Pièces contractuelles
ARTICLE 19	ARTICLES 14.1.2 et 14.1.3	Pénalités
ARTICLE 22	ARTICLE 40	Résiliation